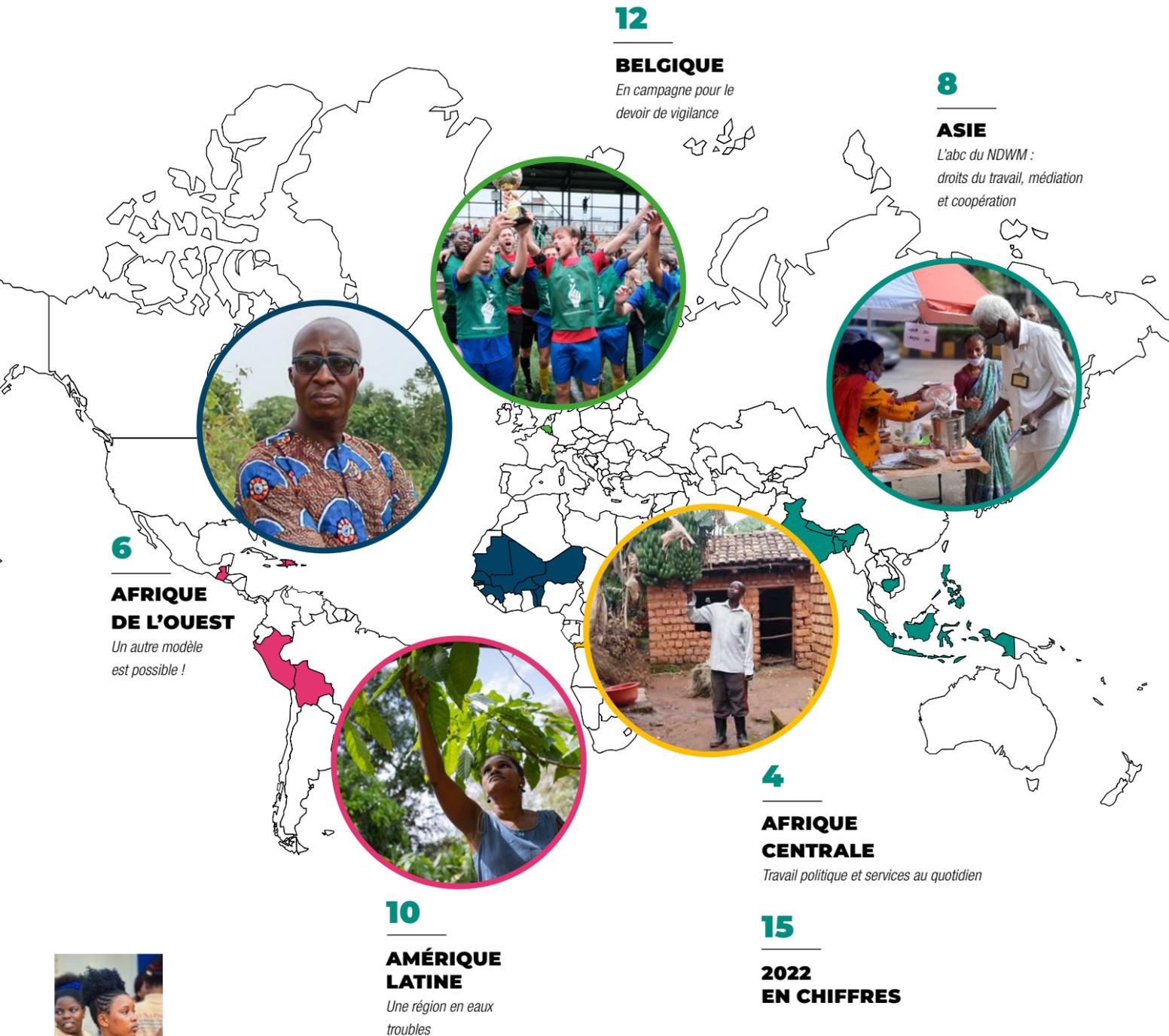


Le vrai pouvoir du changement

RAPPORT ANNUEL 2022

WSM MAGAZINE



6
AFRIQUE DE L'OUEST
Un autre modèle est possible !

10
AMÉRIQUE LATINE
Une région en eaux troubles

12
BELGIQUE
En campagne pour le devoir de vigilance

8
ASIE
L'abc du NDWM : droits du travail, médiation et coopération

4
AFRIQUE CENTRALE
Travail politique et services au quotidien

15
2022 EN CHIFFRES



Photo de couverture : étudiante en coiffure, centre de formation du SYNAPROCEB, au Bénin

Le travail fourni par WSM et ses partenaires est rendu possible grâce au soutien de la DGD, d'ENABEL, de Wallonie-Bruxelles International, la Région de Bruxelles-Capitale, la province de Flandre Occidentale, beweging.net, le MOC, kwb, Familiehulp, l'ANMC, l'ACV-CSC, ACV-Puls, la CSC BIE, la CSC A&S, l'ACV-CSC METEA, la KAJ, Femma, le FBZ Pétrole, Co-Valent, FBZ PC 314, Alimento, Internationale Mijnerwerkerssolidariteit, 11.11.11, CNCD-11.11.11, BRS, DEME4Life, VDK et beaucoup de donateurs et donatrices individuel·les. Merci !

LE VRAI POUVOIR DU CHANGEMENT

Récemment, j'ai été malade. Rien de bien grave, mais suffisamment pour devoir rester alité pendant quelques jours. Quand on est malade, on se rend compte à nouveau de la vulnérabilité de l'être humain. La maxime "Celui qui est en bonne santé a mille souhaits, celui qui est malade n'en a qu'un : être en bonne santé" s'appliquait aussi à moi. En même temps, j'étais reconnaissant de pouvoir dormir dans un lit confortable et de ne pas avoir à m'inquiéter que ma famille ait faim parce que je ne pouvais pas travailler. Heureusement, nous pouvons compter sur d'excellents soins de santé et une sécurité sociale solide.

Cela reste le cœur de WSM : défendre la protection sociale et le travail décent pour toutes et tous, où que l'on vive et qui que l'on soit. En rassemblant les mouvements sociaux, nous créons des opportunités d'apprendre les un·es des autres, d'avoir plus de poids, plus d'impact.

Cela semble plutôt abstrait, pourtant je vois immédiatement des visages. Des visages de personnes, de personnes au sein d'organisations, d'organisations avec lesquelles WSM travaille depuis des années.

Je pense au visage du Docteur Zafrullah Chowdhury. Il a fondé GK en 1972, à partir d'une vision forte de la santé et avec une fameuse dose d'activisme. GK travaillait déjà de manière inclusive alors que le concept n'existait pas encore. Grâce à GK, les femmes et les groupes marginalisés du Bangladesh ont fait de grands progrès. Là où GK est actif, le taux de mortalité infantile est inférieur de moitié à la moyenne nationale. Le docteur Chowdhury est décédé en avril de cette année, mais il continue d'être

une source d'inspiration, tout comme Hadja Rabiatou Serah Diallo qui nous a quitté·es fin juin. Elle a non seulement compté dans l'histoire de son pays, la Guinée, mais a également marqué de son empreinte le syndicalisme africain et international. On se souviendra de Rabi pour sa lutte acharnée en faveur de la justice sociale. Ses combats resteront gravés dans nos mémoires.

L'organisation WAVE en RD Congo, qui défend les droits des personnes âgées au Sud-Kivu (p.5), est également source d'inspiration, tout comme le témoignage de notre collègue au Bénin, Rémi Hilaire Olou (p.6), pour qui il est clair qu'une alternative est possible au capitalisme débridé. Ou encore l'énergie des travailleuses domestiques en Inde ou de Victoria Poma en Bolivie, des femmes qui prennent résolument leur destin en main et deviennent des ambassadrices de la coopération (p. 8 et 10).

Il y en a tant d'autres. Tous ceux et celles qui, grâce à leur travail et leur passion, vont de l'avant, par de grandes ou de petites actions. Peut-être êtes-vous l'un·e d'entre elles·eux ! Car, comme l'a souligné le Docteur Chowdhury, "le véritable pouvoir de changement réside dans l'engagement et l'action des gens ordinaires". Et qu'il s'agisse du Bangladesh ou de la Bolivie, du Burkina Faso ou de la Belgique, partout les gens se donnent la main pour rendre le changement possible.

Ce rapport annuel en est un bel exemple. Je suis fier d'y participer avec passion. En vous souhaitant à toutes et tous une bonne santé, je vous remercie.

Bart Verstraeten
Directeur général WSM



Le WSM Magazine est distribué par WSM asbl – Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles - Tél 02/246 36 71 - Email info@wsm.be - Site web www.wsm.be
Numéro de compte BE96-7995-5000-0005 - **Coordination générale:** Adrienne Legrand **Équipe de rédaction:** Jaklien Broekx, Dominique Dooms, Nancy Govaerts, Adrienne Legrand, Katrien Liebaut, Caroline Lizen, Dieudonné Wamu Oyatambwe, Jeroen Roskams, Lois Savat, Mia Vandenbergh, Jennifer Van Driessche, Stéphanie Vankeer, Naomi Vleugels – **Crédits photos couverture** WMS - **Lay out** Gevaert Graphics - **Editrice Responsable** Antoinette Maia - **Impression** sur papier recyclé et encre végétale par Gevaert Graphics - **RPM** Tribunal du travail néerlandophone à Bruxelles - BE 0413.986.102 **WSM est l'ONG du Mouvement** ouvrier chrétien et de ses organisations membres (CSC, ANMC, JOC, VF, EP)





// 1. **Burundi** Activité de démonstration des techniques agricoles à la coopérative intergénérationnelle de Giheta par CBY // 2. **Burundi** Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega (ODAG) : François, membre de l'organisation // 3. **Rwanda** Association rwandaise des Retraités (ARR) : lieu de rencontre pour les personnes handicapées // 4. **Rwanda** : Des jeunes suivent une formation // 5. CSC en RD Congo : sensibilisation aux droits du personnel domestique // 6. **Rwanda** Sensibilisation de jeunes



AFRIQUE CENTRALE TRAVAIL POLITIQUE ET SERVICES AU QUOTIDIEN

Texte / Dieudonné Wamu Oyatambwe & Adrienne Legrand // Photos / WSM

Les partenaires de WSM en Afrique centrale ont enregistré des avancées considérables en 2022. De nombreux plaidoyers menés tant au niveau local par les organisations partenaires qu'au niveau national par les réseaux INSP!R, ont permis de faire bouger les lignes dans le cadre de la protection sociale et du travail décent.

Au Rwanda, la synergie ZAMUKA (coordination du réseau national multi-acteurs pour la protection sociale) a mené un plaidoyer aux côtés de la Confédération syndicale COTRAF afin d'amoinrir les effets de l'inflation. Une action qui a porté ses fruits avec une augmentation historique des salaires des enseignant-es, la réduction des heures de travail, ainsi que le soutien aux entreprises touchées par la pandémie COVID-19. Les organisations partenaires rwandaises ont permis à 273 travailleur-euses vulnérables de bénéficier d'une formation professionnelle, et 928 personnes dont 360 jeunes et plus de 500 personnes âgées membres de ARR, l'Association rwandaise des Retraités-es, ont vu leurs conditions de vie améliorées grâce à une insertion professionnelle ou une activité d'économie sociale.

En RD Congo, la Plateforme des Organisations promotrices des mutuelles de santé, la POMUCO, a contribué à la rédaction des mesures d'application

de la loi sur les mutuelles de santé, et a plaidé pour sa publication. En 2022, des dispositions ont été prises pour accélérer le processus d'application de la politique 'couverture santé universelle', l'accompagnement et la protection des droits des personnes âgées et le développement des initiatives d'économie sociale. Ainsi, des décrets fixant le règlement et le fonctionnement du Conseil supérieur des mutuelles et la modalité de contrôle de l'Etat sur les mutuelles ont été signés. Grâce à cela, 303.239 personnes (dont 40 % des femmes et 15 % des jeunes) bénéficient de soins de santé de qualité via les services des mutuelles de santé dans les provinces de Kinshasa, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Katanga, du Kwango et du Kongo-Central. Un projet de loi sur la protection des personnes âgées a été déposé au Sénat par le réseau INSP!R-RDC, tandis que des mesures d'application d'un édit provincial sur la protection des personnes âgées ont été produites et validées par les autorités dans la province du Sud-Kivu. 6.767 personnes âgées ont vu leur quotidien amélioré grâce à différentes activités organisées par les WAVE, l'organisation de seniors partenaire de WSM, telles que des rencontres intergénérationnelles, des activités génératrices de revenus, et des soins de santé adaptés aux besoins exprimés. Le plaidoyer a également continué au-

près des autorités compétentes pour l'amélioration du salaire des travailleur-euses domestiques et la ratification de la convention 189 de l'OIT, ainsi que pour l'institutionnalisation du métier de médecin-conseil.

Au Burundi, il y a eu des améliorations de grande envergure, au travers de différentes mesures prises telles que l'adoption de lois élargissant le champ de la couverture sociale, ou de réduction de la pauvreté, du chômage et du sous-emploi, notamment en faveur des personnes âgées et handicapées. Ainsi, 1.236 travailleur-euses vulnérables ont pu bénéficier de nombreux services tels que l'assistance légale, et d'activités d'économie sociale. 16.637 ménages pour 78.257 assurés-euses ont eu accès aux soins de santé de qualité à la MUNASA* grâce aux mutuelles de santé.

* La Munasa (Mutuelle nationale de Santé) est une mutuelle qui vise à offrir à ses membres des soins de santé de qualité à un prix abordable.

AFRIQUE DE L'OUEST

UN AUTRE MODÈLE EST POSSIBLE !

Texte / Caroline Lizen & Adrienne Legrand – Photos / WSM, MUFEDE, Caroline Lizen



2022 nous a une fois encore démontré que ce sont nos organisations partenaires, en Afrique de l'Ouest comme ailleurs, qui organisent autrement les populations locales, notamment en coopératives. Cela, en modernisant les méthodes de production, en fournissant un capital de départ en nature ou sous forme de micro-crédits. L'économie sociale et solidaire est un modèle coopératif qui s'avère être une alternative intéressante et répond aux besoins des populations.

DÉTERMINATION ET SOLIDARITÉ AU BURKINA FASO

En février, Fabien Habimana, coordinateur des programmes WSM pour l'Afrique de l'Ouest, revenait du Burkina Faso, ému par ses retrouvailles avec notre partenaire, la MUFEDE. La Mutualité Femmes et Développement a été créée en 1996 par une poignée de femmes déterminées. Malgré un faible capital de départ, cette coopérative prend son envol et

fournit des services (crédits, formations...) aux groupements ruraux porteurs d'activités génératrices de revenus.

Depuis 2017, la MUFEDE soutient un projet destiné à mieux promouvoir l'entrepreneuriat féminin et mixte en facilitant l'accès à des équipements solaires*. Ceux-ci séchent et transforment les légumes, fruits, céréales et épices à un faible coût énergétique. Dans ce pays, les agriculteur-trices

récoltent pendant les mois secs. L'offre est alors importante mais limitée dans le temps, et une partie pourrit sur place, faute de moyens de conservation. Il est donc important de transformer et de stocker cette récolte afin de garantir la vente et les revenus pour les producteur-trices tout au long de l'année. Les séchoirs solaires permettent de conserver, à moindre coût énergétique, légumes, fruits, céréales et feuilles aromatiques. L'énergie solaire garantit dès lors leur commercialisation toute l'année, à prix concurrentiel. Et leurs propriétés nutritionnelles sont préservées.

Le frigo solaire permet, lui, de conserver plus longtemps les boissons locales tel le Bissap. Leur production moins chère et de meilleure qualité permet aux populations locales d'être concurrentielles. Enfin, les thermo-soudeuses améliorent considérablement la perméabilité des emballages.

Grâce aux crédits à taux faible et aux conseils de la MUFEDE, les revenus de ces groupements ont augmenté. Avec un impact positif sur leur niveau de vie et leur capacité à épargner ou à faire face aux dépenses de santé. Ce succès ne s'est pas démenti en 2022 malgré une crise sécuritaire croissante due aux attaques djihadistes. Reste un dernier défi : améliorer l'entretien et la maîtrise de ces équipements.

*Les investissements en matériel à énergie solaire se font avec l'appui de la CSC-BIE et du fonds de sécurité d'existence du secteur pétrolier.



// 1. Burkina Faso MUFEDE : étape du séchage // 2. Mauritanie CLTM : des agriculteur-trices et des jardiniers peuvent augmenter leurs récoltes en s'unissant dans des coopératives agricoles. // 3. Togo WAGES : des microcrédits pour aider l'entrepreneuriat // 4. Sénégal AJE : des jeunes en formation professionnelle pour travailler par la suite dans des coopératives // 5. Bénin: couture

BÉNIN : RÉMI ET LA FORCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Rémi Hilaire Olou, Béninois, travaille pour WSM au bureau de Cotonou depuis 2003 en tant que Chargé de pays Bénin & Mali. Vingt ans plus tard, WSM lui a posé plusieurs questions sur sa carrière et sa spécialisation dans l'économie sociale et l'entrepreneuriat social.

« Depuis mon enfance, je n'aime pas les questions d'injustice, les situations où le plus fort opprime le plus faible. Très tôt, cette histoire m'a amené à développer des valeurs personnelles : l'honnêteté, la justice et l'amour. J'ai découvert WSM et ses valeurs correspondent tout à fait à mes aspirations de longue date: la lutte contre l'exclusion sociale.

Vous savez ce qui me motive ? Des histoires de vie très concrètes. Par exemple, j'ai vu un jeune homme bénéficier d'un coup de pouce financier de la part d'une institution de micro-finance avec laquelle WSM travaille. Il a obtenu par deux fois un prêt de 305 euros, parce

qu'il avait une vision et voulait développer son entreprise.

Cinq ans plus tard, je l'ai revu. Il employait près de 300 personnes et avait étendu ses activités à tout le Burkina Faso, livrant même ses produits au Bénin.

Au Sénégal, j'ai vu comment un petit prêt ne dépassant pas 10.000 FCFA (15 euros) libère les femmes qui vendent des sandwiches dans la rue à des taux d'intérêt élevés (de 50 à 100 %), qu'elles devraient payer aux boulangeries pour acheter des matières premières. Grâce à cette petite intervention, il est possible de sortir les gens d'une spirale infernale.

Aujourd'hui, je peux dire que mon travail m'a transformé. **Mettre l'économie au service du social, mobiliser les acteurs autour d'un enjeu commun. Cette force s'est enfin cristallisée !** »



© WSM

WSM

WSM

WSM

Caroline Lizen

ASIE

L'ABC DU NDWM : DROITS DU TRAVAIL, MÉDIATION ET COOPÉRATION

Texte / Jeroen Roskams & Jaklien Broekx – Photos / Anuj Adhikari, WSM, NDWM, Ronny Zakaria

En Asie, des millions de personnes travaillent dans l'économie informelle, comme les vendeur-euses de rue ou les travailleur-euses domestiques : des professions qui ne sont pas reconnues par le gouvernement comme un travail officiel. Il en va de même en Inde, où WSM travaille depuis longtemps avec le National Domestic Workers Movement (NDWM), le plus grand et le plus important mouvement de travailleur-euses domestiques. Le grand défi du NDWM consiste à leur offrir une forme de reconnaissance officielle : c'est la clé pour obtenir de meilleures conditions de travail, des revenus plus élevés et une protection sociale à long terme. Une manière originale d'y parvenir est de créer des coopératives de et pour les travailleur-euses domestiques.

Le Mouvement national indien des travailleur-euses domestiques (NDWM), fondé en 1985 compte aujourd'hui plus de deux millions de membres et est actif presque partout en Inde. D'abord en tant que mouvement, puis également comme syndicat. Le NDWM défend les droits des travailleur-euses domestiques, principalement des femmes, parfois des enfants. L'autonomisation des femmes est son fil conducteur ; le travail sur l'estime de soi et la confiance en soi, le contact avec les pairs, la connaissance des droits du travail et la négociation avec les employeur-euses sont les stratégies choisies. Le NDWM souhaite que le travail domestique soit reconnu comme un travail à part entière, réglementé par une législation et des contrats.

« EN INDE, LES TRAVAILLEUR-EUSES DOMESTIQUES NE SONT PAS DES EMPLOYÉ-ES »

En 2011, l'Organisation internationale du Travail a conclu à Genève une convention qui reconnaît le travail domestique comme un travail dans le monde entier et qui protège également les travailleur-euses. Il s'agit là d'une avancée historique.

Cependant, l'Inde n'a toujours pas transposé cette convention dans son droit national. Avec des conséquences désastreuses ! Les quelques 50 millions de travailleur-euses domestiques que compte l'Inde restent donc privé-es de leurs droits. Sans contrat de travail, ils et elles ne peuvent pas faire valoir leurs droits, ni prétendre à la sécurité sociale.

De ce fait, cette profession, nécessaire au fonctionnement quotidien de la société, reste informelle. Les travailleur-euses domestiques ne sont pas des employé-es selon la loi indienne et la culture dominante.

LES COOPÉRATIVES, UNE FAÇON INNOVANTE DE FAIRE MOUVEMENT

Depuis plusieurs années, le NDWM rassemble ses membres en coopératives. Avec le soutien de WSM et du Fonds Alimento, les membres reçoivent une formation professionnelle afin de gagner un revenu supplémentaire de manière indépendante, en plus de leurs tâches ménagères quotidiennes. Ils et elles apprennent à fabriquer de la farine, du chocolat, des chapati (pain indien), des samosas, des masalas... Certain-es se spécialisent dans la fabrication de savon, de shampoing, de bougies, de vêtements ou de bijoux. D'autres sont formé-es à la réparation de vêtements, à la prise en charge d'enfants ou de personnes âgées.

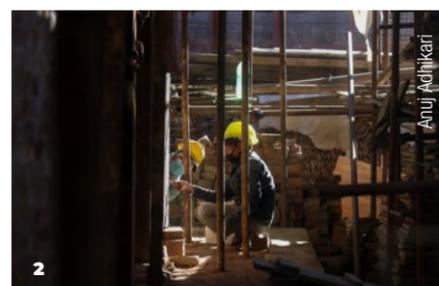
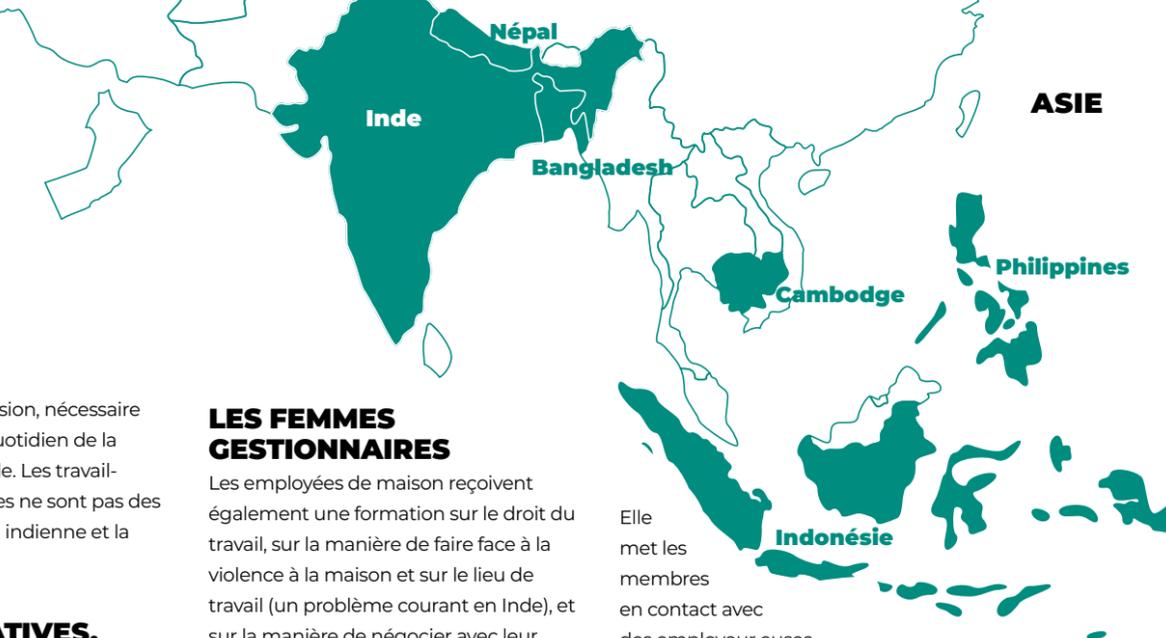
LES FEMMES GESTIONNAIRES

Les employées de maison reçoivent également une formation sur le droit du travail, sur la manière de faire face à la violence à la maison et sur le lieu de travail (un problème courant en Inde), et sur la manière de négocier avec leur employeur-euse. Les femmes formées ont davantage confiance en elles et sont plus fortes pour s'opposer aux abus ou demander des augmentations de salaire. Dans la coopérative, les femmes peuvent aussi ouvrir des comptes d'épargne et contracter des prêts pour ouvrir leur propre boutique. Les travailleuses domestiques ne sont pas seulement membres des coopératives, mais elles les gèrent elles-mêmes. Elles reçoivent en effet une formation sur la gestion et la tenue des comptes.

TREMPAINS POUR L'EMPLOI

Dans certains États, comme le Jharkhand, la coopérative joue le rôle d'intermédiaire en matière d'emploi.

Elle met les membres en contact avec des employeur-euses potentiel-les, leur fournit un contrat de travail, leur garantissant ainsi un emploi, un revenu minimum et - selon les normes indiennes - des conditions de travail décentes et une attitude respectueuse de la part de l'employeur-euse. De cette manière, les travailleur-euses domestiques sont officiellement reconnues et peuvent également mieux négocier collectivement salaires et conditions de travail et prétendre à la sécurité sociale locale. Il s'agit d'une manière innovante de formaliser le groupe informel des travailleur-euses domestiques en leur donnant une reconnaissance. Le NDWM compte actuellement des coopératives dans huit États, dont quatre ont déjà été officiellement enregistrées. Une évolution pleine d'espoir.



// 1. En Asie, WSM travaille avec 17 organisations partenaires, des mouvements sociaux dans 6 pays (Bangladesh, Indonésie, Cambodge, Inde, Népal et Philippines). **// 2. Le Népal** souffre de la migration de nombreuses forces vives du pays. Nombre d'entre elles se retrouvent également au Moyen-Orient, comme au Qatar, pour la construction de stades en vue de la Coupe du monde qui s'est tenue fin 2022. WSM a soutenu les enquêtes sur les abus au Qatar et travaille avec les syndicats népalais GEFONT et NTUC qui aident leurs membres dans leur pays et à l'étranger. **// 3. Au Népal**, en 2017, la loi sur la sécurité sociale contributive (Contributory Social Security Act) a été ratifiée. La sécurité sociale n'était auparavant réservée qu'aux travailleur-euses ayant un emploi formel, par exemple dans l'administration. Le 27 novembre 2022, Rimal a annoncé son intention d'inscrire deux millions de travailleur-euses informel-les et de travailleur-euses migrant-es au cours des deux prochaines années. **// 4. Indonésie** Le partenaire syndical indonésien KSBSI fait également campagne contre la loi OMNIBUS de 2022, dans les rues et devant les tribunaux. Cette loi remet en question tous les droits et acquis des travailleur-euses au cours des 25 dernières années. **// 5. Bali-Indonésie** Ely Rosita Silaban, présidente du syndicat partenaire indonésien KSBSI, s'exprimant lors de la conférence Labour 20 (L20) à Bali, la réunion des syndicats des pays du G20. **// 6. Inde** Les travailleur-euses domestiques indiennes sont réuni-es au sein de la National Domestic Workers Federation depuis 2013 : en plus d'un mouvement, c'est donc une fédération syndicale qui a tenu son quatrième congrès à Chennai les 23 et 24 novembre 2022.

AMÉRIQUE LATINE

UNE RÉGION EN EAUX TROUBLES

Texte / Stéphanie Vankeer - Photos / Stéphanie Vankeer, Alexandra Arguedas, Keoma Zec, WSM

Après la pandémie qui a durement frappé toute la région, 2022 a montré des signes d'amélioration, avec la diminution des cas d'infections. Cependant, malgré le retour à une certaine normalité, les défis socio-politiques restent importants. Au Pérou, l'instabilité politique a pris le dessus depuis la chute du président en place. Le climat social continue d'être agité par des inégalités sociales, des disparités régionales, de la corruption et des allégations de violations des droits humains. La Bolivie, de son côté, continue d'avoir le taux de travail informel le plus élevé du sud de la région, atteignant 80 %. Une situation

qui affecte principalement les jeunes et les femmes, et leur accès à la protection sociale. Les migrations constantes au sein du continent restent une réalité compliquée et croissante au Guatemala, pays de passage vers le Mexique, ainsi qu'en République dominicaine, prisée par la population haïtienne vulnérable. Dans ces pays, l'informalité du travail et le manque d'attention politique sont sources de nombreuses violations des droits, surtout des populations migrantes.

Face à ces multiples défis postpandémie, les organisations partenaires de

WSM travaillent d'arrache-pied afin de garantir le respect des droits humains, économiques et sociaux et œuvrent à l'éradication des inégalités et de la pauvreté. Leur travail combine une approche basée sur le respect des droits des populations vulnérables, et la proposition de services à leurs membres afin de renforcer leurs capacités et la connaissance de leurs droits.



// 1. Pérou Rencontre avec l'organisation péruvienne IPROFOTH lors du séminaire continental latino-américain organisé par le Réseau international pour le droit à la protection sociale (INSP!R) en novembre 2022. // 2. Guatemala Formation en boulangerie pour les jeunes de la rue, organisée par le Mojoca. // 3. Bolivie Rencontre avec des productrices de plantes médicinales de l'organisation SENTEC. // 4. République dominicaine L'organisation CONAMUCA défend les droits des femmes travaillant dans l'agriculture, comme Juana qui travaille dans le secteur du cacao.

BOLIVIE

Victime de violences physiques et psychologiques de la part de son ex-mari, Victoria Poma, 42 ans, l'a finalement quitté en 2022, malgré les pressions de sa propre famille et une situation économique difficile. Victoria, endettée et sans emploi, s'est retrouvée seule avec ses trois filles de 18, 16 et 10 ans. Elle a débuté une formation en couture donnée par le « Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza », partenaire de WSM. Elle voulait apprendre à confectionner des jupes. Elle y a trouvé bien plus que ce qu'elle n'avait imaginé : une facilité de paiement pour que sa situation financière ne soit pas un frein, un accès au matériel nécessaire, un lieu d'écoute bienveillant, de nouvelles amies, des techniques pour

confectionner toutes sortes de vêtements, une reconnaissance de sa propre valeur en tant que femme. Désormais, elle dispose de deux sources de revenus : en été, elle confectionne et vend des jupes et des sacs à main, en hiver, des vêtements chauds. Victoria a remboursé toutes ses dettes, elle a retrouvé l'estime de soi et elle ne craint plus de dire ce qu'elle ressent. Elle rêve d'avoir sa propre maison avec son magasin et de voir ses filles terminer leurs études. Convaincue par le travail du CPM Gregoria Apaza, Victoria en est aujourd'hui une membre engagée. Elle a participé aux mobilisations du 8 mars et du 25 novembre, et fait partie de la marque collective de vêtements « RE-COSTURA ».



PÉROU

Luz Karim Mendoza, 24 ans, est travailleuse domestique. Elle s'occupe d'enfants de 1 et 3 ans à temps partiel. Elle consacre le reste de son temps à ses études et à l'organisation de travailleuses domestiques dont elle fait partie. La plupart de ses collègues sont plus âgées et Luz a le sentiment que ses problèmes en tant que jeune ne sont pas pleinement pris en considération. A Ayacucho, la ville où elle vit et travaille, il n'y a pas d'espace de discussion politique pour les jeunes. Pour elle, créer un tel espace de, par et pour les jeunes est fondamental.

Lorsqu'elle a été invitée par le réseau INSP!R Pérou à participer à la réunion nationale de la jeunesse, Luz y a rencontré des associations de

jeunes d'autres villes du pays. CONADES Juvenil, branche jeune du syndicat, mène des actions de plaidoyer social et politique en leur faveur. La JOC Perú développe des formations et des actions spécifiques sur le travail décent et la protection sociale. Ces organisations ont inspiré Luz. Elle a donc décidé de promouvoir la participation des jeunes de sa communauté ! Avec l'appui de la JOC et de la CONADES Juvenil, Luz a organisé des rencontres avec d'autres travailleuses domestiques. Ensemble, ils.elles ont décidé d'ouvrir un lieu de discussions avec un programme focalisé sur la jeunesse locale. Ils.elles prévoient de mener bien-tôt des actions de plaidoyer social et politique auprès des autorités locales.



BELGIQUE

EN CAMPAGNE POUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

Texte / Jennifer Van Driessche – Photos / Dieter Telemans, WSM, Solsoc, Jennifer Van Driessche, MC Liège

En 2022, WSM a consacré beaucoup d'efforts à la réalisation d'un devoir de vigilance raisonnable des entreprises, c'est-à-dire à leur responsabilité de faire respecter les droits humains, du travail et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur. Des initiatives législatives en cours tant au niveau belge qu'europpéen nous ont poussé-es à nous organiser en coalition afin de pouvoir peser, comme société civile, sur ces processus cruciaux pour un véritable changement des pratiques des entreprises.

En Belgique, WSM s'est engagée dans une vaste coalition mêlant ONG et syndicats dans la campagne grand public « Made with respect - Les droits humains n'ont pas de prix ! », parallèlement à un gros travail de plaidoyer en coulisses. Nous avons fait entendre la voix des pays producteurs, en invitant notamment la représentante syndicale Khaing Zar du Myanmar à prendre la parole lors du séminaire organisé au Parlement belge sur le projet de loi.

La campagne a permis d'éclairer le grand public sur les enjeux du devoir de vigilance, tout au long de 2022. La commémoration du Rana Plaza en avril, une action avec la coalition européenne 'Justice is everybody's business' en septembre, une action d'interpellation un an après l'audition initiale au Parlement belge... Nous avons sans cesse rappelé aux décideur-euses politiques d'accélérer leur travail.

Mais s'il est essentiel d'inscrire le devoir de vigilance dans la loi, pour le

rendre contraignant (et nous nous battons jusqu'à ce que ce soit le cas), dès aujourd'hui, des changements positifs peuvent être réalisés dans les chaînes de valeur internationales, grâce au travail syndical solidaire. WSM travaille en ce sens avec plusieurs centrales syndicales de la CSC et avec l'ACV-CSC international. Il est essentiel que les travailleur-euses actives dans ces chaînes de valeur soient capables et désireux-ses de jouer un rôle. De l'intérieur, ils et elles peuvent faire pression sur leurs entreprises. En juin 2022, WSM et l'ACV-CSC International ont organisé une journée de formation « HRDD ? CQFD ! », destinée aux collègues des différents départements syndicaux. De son côté, la CSC Alimentation et Services a travaillé sur son programme de formation et d'action dans trois entreprises de l'industrie du cacao et du chocolat.

« PLUS JAMAIS DE QATARSTROPHE ! »

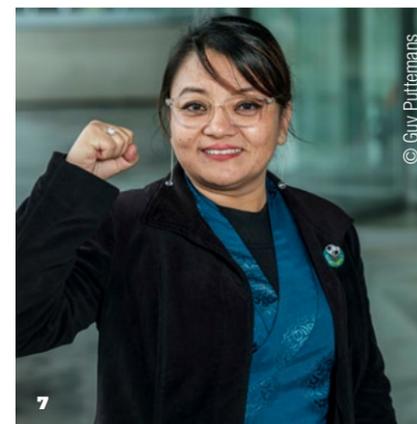
2022 a également été l'année de la Coupe du monde de football. Depuis qu'elle a été attribuée au Qatar, en 2010, les syndicats népalais GEFONT, indien NDWF, belge ACV-CSC BIE et l'ONG WSM ont travaillé ensemble pour renforcer les droits des nombreux-ses travailleur-euses migrant-es au Qatar, issu-es notamment d'Inde et du Népal. 2022, année de Coupe du Monde, a donc été le point d'orgue pour faire entendre les revendications de ces mouvements et rappeler les avancées engrangées suite à cette mobilisation de dix ans, mais aussi les

responsabilités des entreprises belges et internationales impliquées dans l'événement.

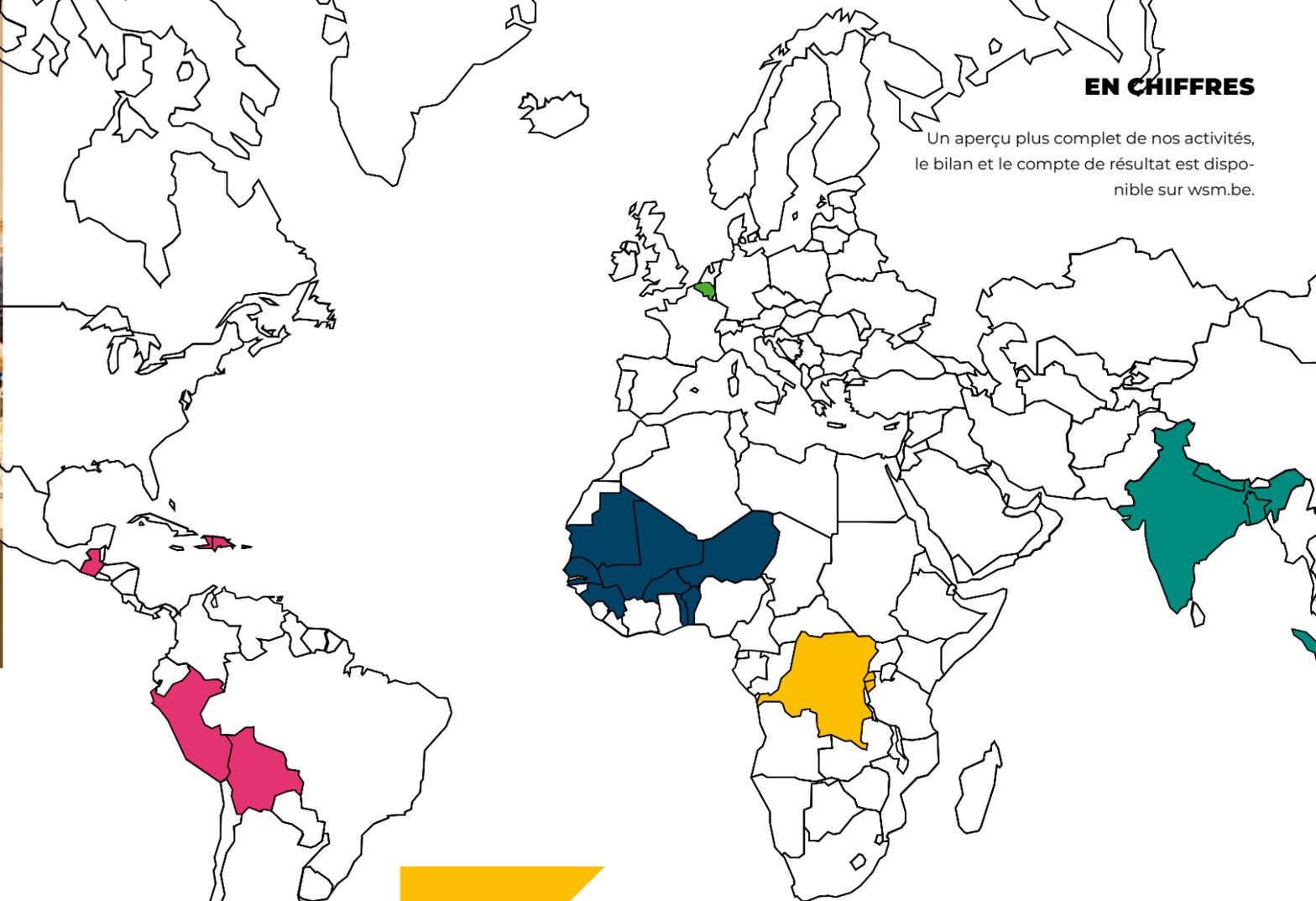
Née à Liège, la campagne de sensibilisation très créative *Qatarstrophe* a sensibilisé et mobilisé un large public en Région wallonne et à Bruxelles : conférences, ciné-débats, tournois de mini-foot, concours artistique, mobilisation de clubs sportifs... Un mois avant le coup d'envoi de la Coupe, des militant-es ont joué un match de foot symbolique à Schaerbeek, sans règles équitables, dénonçant ainsi les violations des droits humains et du travail durant la construction des infrastructures au Qatar. Cette action était organisée par WSM, avec notamment la CSC et le CNCD-11.11.11, pour soutenir la campagne #MadeWithRespect, pointant du doigt les responsabilités des acteurs économiques et politiques belges et européens impliqués dans cette coupe du monde.

Autre moment fort : Smritee Lama, secrétaire nationale du syndicat népalais GEFONT, chargée du programme de soutien aux travailleur.euses migrant.es népalai.ses, est venue en visite exclusive en Belgique pour apporter son témoignage lors des événements organisés par WSM. Cette personnalité forte, charismatique, a initié des échanges de qualité.

L'indignation face à cette Coupe du Monde et la prise de conscience des enjeux que cela a représenté est sans précédent et dépasse largement les cercles militants.



// 1. 'Made With Respect' - campagne autour du devoir de vigilance // 2. Stand de sensibilisation à la lutte pour la défense des droits des travailleur-euses migrant-es au Qatar, en amont de la Coupe du Monde de football organisée au Qatar. // 3. Intervention de Smritee Lama, secrétaire nationale de Gefont, dans la presse en Belgique, dans le cadre de la campagne Qatarstrophe. // 4. Beaucoup de créativité pour la sensibilisation en région dans le cadre de la campagne Qatarstrophe. // 5 et 6. Match de football symbolique au Stade Crossing de Schaerbeek. // 7. Echanges avec Smritee Lama en Belgique, pour la campagne Qatarstrophe. // 8. Khaing Zar du Myanmar, oratrice invitée au Parlement belge.



Un aperçu plus complet de nos activités, le bilan et le compte de résultat est disponible sur wsm.be.

BRUXELLES, 6 OCTOBRE 2022

« ¡ YA BASTA! STOP ! ÇA SUFFIT! »

Texte / Jennifer Van Driessche – Photo / WSM

Avec la montée de l'extrême-droite, le droit à l'avortement revu aux USA, la crise énergétique, la dépendance financière décuplée depuis la pandémie... On l'observe plus que jamais : les droits des femmes ne sont jamais acquis. Partout dans le monde, des mouvements sociaux s'organisent et se mobilisent pour acquérir de nouveaux droits et/ou défendre ceux qui seraient menacés de retour en arrière. Dans ce contexte, WSM s'engage à soutenir les initiatives et les positions des mouvements sociaux qui, en Belgique ou au sein du réseau INSP!R, luttent pour plus d'égalité entre les genres.

En 2022, cet engagement s'est concrétisé en Belgique avec l'organisation de deux événements. Tout d'abord, un webinar au cours duquel nous avons fait le point sur les actions menées autour du 8 mars, Journée internationale des Droits des Femmes. Au travers de récits positifs et militants de trois continents différents, nous avons emmené les participant-es en voyage à travers le monde avec celles qui luttent pour l'égalité des genres. C'était un avant-goût de la journée d'inspiration nationale « Stop, Ya Basta, ça suffit ! Les violences sexistes, un combat

mondial » qui a eu lieu le 6 octobre, et au cours de laquelle nous avons examiné les différentes formes de violence sexiste (sexuelle, économique, institutionnelle, au travail, dans les soins de santé, ...). La journée était consacrée aux stratégies de lutte pour contrer ce phénomène global et local des violences de genre. Cette journée a marqué les esprits par la qualité des intervenant.es passionant.es, des ateliers stimulants et des témoignages poignants, des quatre continents. Dans le contexte post-Covid, ce temps de rassemblement en présentiel a réjoui plus d'une centaine de participant-es.

WSM EN 2022: EN CHIFFRES

EN 2022, NOUS AVONS COOPÉRÉ AVEC 74 PARTENAIRES DANS 20 PAYS, EN AFRIQUE, ASIE ET AMÉRIQUE LATINE

AFRIQUE	ASIE	AMÉRIQUE LATINE	INTERNATIONAL
67 % des moyens, 10 pays, 40 partenaires	16,5 % des moyens, 6 pays, 17 partenaires	16 % des moyens, 4 pays, 16 partenaires	0,5 % des moyens, 1 partenaire
AFRIQUE CENTRALE 27 %, 3 pays, 15 partenaires Burundi, R.D. Congo, Rwanda	Bangladesh, Cambodge, Philippines, India, Indonésie, Népal	Bolivie, République Dominicaine, Guatemala, Pérou	
AFRIQUE DE L'OUEST 40 %, 7 pays, 25 partenaires Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo			



LES REVENUS

FONDS PUBLICS : 7.466.778 EUROS

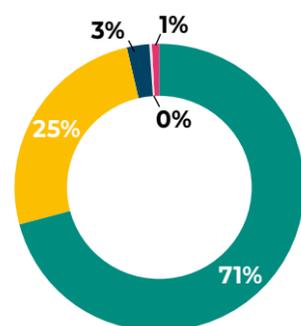
Pour tous nos subsides, un programme pluriannuel minutieusement élaboré a été approuvé au préalable par les autorités fédérales et autres. Ce programme décrit clairement l'ensemble de nos activités et les résultats à atteindre. Chaque euro dépensé est justifié, sur base annuelle, à nos autorités subsidiaires. Notre nouveau plan quinquennal a débuté l'année dernière et se terminera en 2026.

Les subsides des autorités en détail:

- // Subsides publics fédéraux : 6.869.698 euros
- // Subsides européens : 287.960 euros
- // Subsides des autorités régionales et locales (communes, villes, provinces, régions et aides à l'emploi) : 309.120 euros

AUTRES REVENUS : 3.066.759 EUROS

Pour pouvoir prétendre à des fonds publics, WSM doit garantir un pourcentage de ses fonds propres. En outre, un certain nombre de nos projets sont mis en œuvre en utilisant uniquement ceux-ci. Il est important à nos yeux de diversifier autant que possible nos sources de financement. De cette façon, nous restons en bonne santé et indépendants. En 2022, les moyens propres représentaient 29% des recettes totales.



Subsides	7.466.778 €
Accords structurels	2.689.884 €
Dons et ventes	281.885 €
Legs	15.073 €
Autres	79.917 €
Total	10.533.537 €

NOS FONDS PROPRES EN DÉTAIL

2.018 personnes et 156 organisations ont donné ensemble 281.885 euros. Merci d'avoir pu compter sur vous : votre don est précieux et indispensable.

Accords pluriannuels : 2.689.884 euros

Nous pouvons également compter sur des moyens provenant d'accords pluriannuels avec 39 partenaires à l'intérieur et à l'extérieur du Mouvement ouvrier chrétien (MOC).

WSM a reçu des moyens provenant d'accords avec :

- // ACV-CSC, LCM-ANMC Femma, kwb, KAJ, Beweging.net, MOC, BRS, VDK BANK et d'autres : soit 1.418.783 euros
- // Fonds syndicaux et sectoriels, fonds régionaux de la mutualité chrétienne, ... : 1.082.050 euros
- // 11.11.11, la coupole flamande des organisations Nord-Sud : 165.795 euros
- // CNCD-11.11.11, la coupole francophone des organisations Nord-Sud : 23.256 euros

MERCI!

Visitez notre page web <https://www.wsm.be/notre-reseau/partenaires-financiers/> pour avoir une meilleure vue de nos partenaires financiers.

LES DÉPENSES

COOPÉRATION AVEC NOS PAYS PARTENAIRES : 7.411.871 EUROS

Avec ce montant, qui représente 72 % du total, nous travaillons avec 74 organisations sociales telles que des syndicats, mutuelles de santé, institutions de microcrédit et organisations de femmes et de jeunes dans 20 pays. Pour le travail décent et la protection sociale. Une partie des moyens est consacrée à la coopération entre ces organisations elles-mêmes. Elles se sont réunies au sein du Réseau international pour le droit à la protection sociale (INSP!R) et ont mis en place des actions à grande échelle - parfois au-delà des frontières nationales - pour une protection sociale plus importante et de meilleure qualité. Aujourd'hui, ce réseau se compose de 19 réseaux nationaux et de 4 réseaux continentaux.

ENSEMBLE, DERRIÈRE LA VISION DE WSM : 1.607.197 EUROS

Un travail décent et une protection sociale pour toutes et tous, partout : telles sont les clés pour mettre fin à la pauvreté et à l'inégalité de manière durable. Telle est notre vision et nous voulons en convaincre le plus grand nombre, tant en Belgique que dans

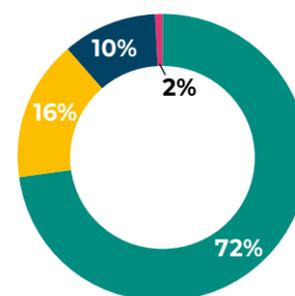
un certain nombre d'institutions internationales. Nous le faisons par la sensibilisation, l'éducation et le plaidoyer politique.

L'ASSURANCE QUALITÉ ET LA TRANSPARENCE DE NOS OPÉRATIONS : 1.050.391 EUROS

La qualité, la transparence et une bonne communication sont des priorités essentielles. En 2022, nous avons consacré 10 % de nos moyens à la gestion générale de notre organisation. Cela comprend le service financier, la gestion des ressources humaines, le soutien permanent à la qualité et la coordination générale. Ensemble, ils garantissent la qualité de notre travail.

GARANTIE CONCERNANT LES MOYENS : 162.105 EUROS

En tant que donateur ou donatrice, vous avez droit à des informations précises sur ce qu'il advient de votre don. En 2022, nous avons investi 2 % de nos moyens dans les relations avec nos donateurs structurels et privés. Avec ces moyens, nous avons assuré un rapport qualitatif, nous avons été disponibles en cas de questions et nous avons développé des actions de récolte de fonds.



Volet 'Continents'	7.411.871 €
Volet Belgique	1.607.197 €
Administration générale et financière	1.050.391 €
Récolte de fonds	162.105 €
Total	10.231.565 €





© Guy Puittemans

Toute l'équipe WSM des 4 continents rassemblée en Belgique en décembre 2022.

LE RÉSULTAT ANNUEL

LES REVENUS

Notre revenu total en 2022 était de 10,5 millions d'euros. C'est 5,2 % de moins qu'en 2021. Les subventions du gouvernement fédéral, en particulier, ont été légèrement inférieures à celles de 2021. Cela s'explique par le fait que cette année-là, nous avons reçu des subventions non dépensées sur les années précédentes du programme quinquennal. Nous avons également pu récupérer des budgets non dépensés de l'année COVID 2020. Pour mieux répartir les risques financiers, WSM est toujours à la recherche de nouvelles sources de revenus. Nous avons donc introduit une demande auprès de l'Agence de développement du gouvernement fédéral belge ENABEL, de l'Union européenne et de Wallonie-Bruxelles International (WBI). Ces trois organismes ont approuvé nos demandes et, avec un léger retard, ont versé une subvention en 2022. Les recettes provenant des accords structurels et des dons de particuliers ont à

nouveau légèrement augmenté en 2022. Au début de l'année 2022, WSM a reçu un legs bien apprécié.

LES DÉPENSES

La baisse des recettes s'est accompagnée d'une baisse des dépenses. En 2022, WSM a dépensé 10,2 millions d'euros, soit 6,6 % de moins qu'en 2021. Cette baisse s'explique par le démarrage tardif de nos nouveaux programmes DGD et ENABEL. L'approbation de ces programmes ayant pris du temps, leur mise en œuvre a également commencé un peu plus tard. Sur l'ensemble de l'année, cela se traduit par une baisse des dépenses, même si nous pouvons dire que nous avons mis en œuvre 97,3 % du programme prévu. Outre cette diminution, nous n'avons temporairement pas pourvu un certain nombre de postes vacants en 2022, ce qui s'est traduit par des frais de personnel moins élevés que prévu. Toutefois, nos dépenses de gestion générale ont augmenté par rapport à l'exercice

2021. Cela s'explique par notre décision de renforcer le cadre de gestion générale : un choix délibéré qui nous permet de mieux faire face à la complexité accrue de nos opérations et à l'augmentation du volume de nos activités.

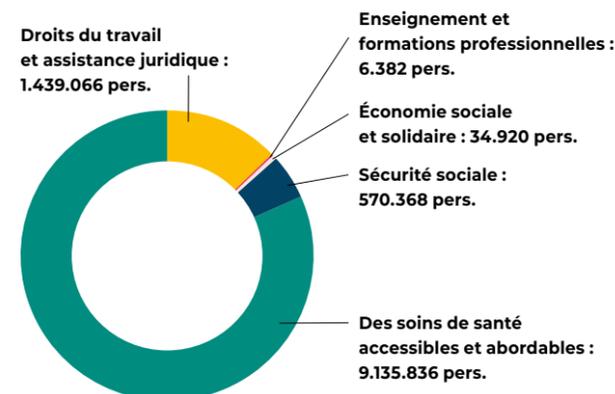
LE RÉSULTAT

WSM clôture l'exercice 2022 avec un résultat positif de 301.972 €. Ce résultat vient renforcer le résultat positif reporté au bilan. Nous utiliserons ces moyens pour divers projets : pour la mise en œuvre de nos programmes en 2023, pour le financement d'activités pour lesquelles aucun cofinancement n'est disponible, pour l'absorption des coûts causés par l'augmentation de l'inflation (salaires) et des prix de l'énergie (biens et services), ainsi que pour le cadre de fonctionnement de WSM. Malheureusement, l'augmentation des coûts est peu compensée par une augmentation du montant de nos subventions ou de nos dons structurels et privés.

Ce qui pèse sur le budget pour faire face à nos engagements.

Bien entendu, l'équipe de WSM reste à disposition pour gérer la mise en œuvre de nos programmes. Car, malheureusement, les temps restent incertains. C'est pourquoi il est si important que nous nous efforcions ensemble d'apporter des changements à celles et ceux qui en ont le plus besoin : les femmes et les hommes de l'économie informelle, les nombreux jeunes qui occupent des emplois précaires et les personnes âgées, dont le nombre ne cesse de croître.

EN 2022, LES ORGANISATIONS PARTENAIRES ONT TOUCHÉ UN TOTAL DE PLUS DE 11 MILLIONS DE PERSONNES



WSM EST MEMBRE DE L'AERF, L'ASSOCIATION POUR UNE ÉTHIQUE DANS LES RÉCOLTES DE FONDS.

L'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds offre des garanties de qualité morale dans les récoltes de fonds ainsi que la transparence des comptes de ses membres. Elle vérifie si une organisation récolte ses fonds de manière éthique et responsable. Chaque année, l'AERF effectue un contrôle des chiffres de ses membres. En 2021, nous avons de nouveau obtenu un excellent résultat au contrôle effectué par l'AERF. **Nous gérons votre argent avec beaucoup de précautions et votre don est utilisé à bon escient; c'est ce que nous entendons vous démontrer à travers notre affiliation à l'AERF.**

EN BREF

74 partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine

20 pays (Belgique comprise)



2.018 donateur-trices individuel-les

156 organisations locales

41 collaborateur-trices en Belgique



3 coordinateurs et coordinatrice en Afrique, Asie et Amérique latine

32 villes et communes

3 provinces

4.646 abonné.es à nos newsletters (mai '23)

11.147 fans sur nos réseaux sociaux (mai '2023)





PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
Magazine quadrimestriel de WSM
mai-juin-juillet-août 2023
P309504 - Bureau de dépôt Gent X



UN SEUL DOIGT NE PEUT PRENDRE LE CAILLOU

*Proverbe bambara (langue parlée au Mali et
dans certains pays voisins)*

**VALÈRE KOFFI PIHOUN EST
COORDINATEUR CONTINENTAL WSM EN
CHARGE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

« Ce proverbe est beau et puissant dans toute sa simplicité. La vie et le travail peuvent parfois vous peser lorsque vous affrontez les défis seul. Ceux-ci deviennent plus légers lorsque vous les affrontez ensemble. Les tâches et l'énergie sont partagées. C'est un gain de temps. On se rend compte de beaucoup plus de choses !

Seul, vous déplacez une pierre dans la rivière, avec d'autres, vous pouvez déplacer des montagnes. Ce proverbe est pour moi une belle image de ce qu'est la solidarité, de ce que WSM réalise avec ses organisations partenaires. »